



Avec les Nuls, tout devient facile!

La Seconde Guerre mondiale

POUR
LES NULS

- ✓ Les grandes batailles
- ✓ La vie quotidienne des Français sous l'Occupation
- ✓ Les crimes de l'Allemagne nazie et du Japon
- ✓ L'épopée de la Résistance et la Libération

Robert Belot

*Professeur à l'université de technologie
de Belfort-Montbéliard*

Klaus-Peter Sick

Chercheur au Centre Marc-Bloch de Berlin



***La Seconde
Guerre mondiale***

POUR
LES NULS

La Seconde Guerre mondiale

POUR
LES NULS

Robert Belot et Klaus-Peter Sick

FIRST
 Editions

«Pour les Nuls» est une marque déposée de Wiley Publishing, Inc.
«For Dummies» est une marque déposée de Wiley Publishing, Inc.

© Éditions First-Gründ, Paris, 2011. Publié en accord avec Wiley Publishing, Inc.
60, rue Mazarine
75006 Paris – France
Tél. 01 45 49 60 00
Fax 01 45 49 60 01
Courriel : firstinfo@efirst.com
Internet : www.editionsfirst.fr

ISBN : 978-2-7540-0818-1
Dépôt légal : avril 2011
ISBN numérique : 978-2-7540-2012-1

Ouvrage dirigé par Benjamin Arranger
Secrétariat d'édition : Capucine Panissal
Correction : Jacqueline Rouzet
Index : Emmanuelle Mary
Dessins humoristiques : Marc Chalvin
Cartographies : De Visu
Couverture et mise en page : ReskatoЯ 🐼
Fabrication : Antoine Paolucci
Production : Emmanuelle Clément

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

À propos des auteurs

Robert Belot, historien français, est professeur des universités à l'université de technologie de Belfort-Montbéliard, où il dirige le laboratoire RECITS et la revue *Les Cahiers de RECITS*. Spécialiste de l'histoire politique et intellectuelle de la France au xx^e siècle, ses travaux, internationalement reconnus, sont principalement consacrés au phénomène de l'engagement. Premier biographe de l'écrivain fasciste Lucien Rebatet et du résistant et fédéraliste européen Henri Frenay (Le Seuil), ses derniers ouvrages traitent de la Résistance : *Les Résistants. L'histoire de ceux qui refusèrent* (dir.), Larousse, 2003 (réédition, 2006, coll. « L'œil des archives »), *La Résistance sans de Gaulle* (Fayard, 2006), *L'Affaire suisse. La Résistance a-t-elle trahi de Gaulle ?* (Armand-Colin, 2009).

Robert Belot est lauréat du prix Joseph du Teil (Académie des sciences morales et politiques), lauréat du prix des Écrivains combattants et lauréat du prix Philippe Viannay-Défense de la France.

Klaus-Peter Sick est l'un des historiens allemands le plus familier avec la France. Après l'unification de l'Allemagne de 1990, il est l'un des tout premiers chercheurs ouest-allemands à enseigner l'histoire contemporaine de la France et de l'Allemagne à l'université Humboldt, dans la partie autrefois est-allemande de Berlin. En 2002, il rejoint l'équipe de chercheurs et enseignants du Centre Marc-Bloch, l'Institut franco-allemand de recherches en sciences sociales de Berlin où il dirige le groupe de recherche sur « Les régimes autoritaires ». Il est également associé à l'université de Belfort où il enseigne régulièrement depuis 2004.

Consultant des médias dans la capitale allemande pour des questions d'actualité politique ou historique, Klaus-Peter Sick est aussi correspondant pour les pays de langue allemande de la revue *Vingtième Siècle*. Spécialiste de l'histoire des idées politiques et de l'histoire sociale, il s'y est consacré, entre autres, aux rapports entre la France et l'Allemagne à l'époque de la Troisième République et de Vichy. Il est l'auteur de nombreux articles dans les revues scientifiques les plus prestigieuses des deux pays, dont *Geschichte und Gesellschaft* et la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*.

Dédicace

À nos grands-pères, combattants de part et d'autre, qui nous ont enseigné l'amour de la paix.

Remerciements

Les auteurs tiennent à rendre un hommage particulier à Carine Bourgeois, assistante de recherche au laboratoire RECITS, qui a joué un rôle essentiel dans la phase de mise au point du texte. Son efficacité, sa rigueur et son soutien moral leur ont été précieux.

Sommaire

Introduction	1
À propos de ce livre	1
Les conventions utilisées dans ce livre	2
Comment ce livre est organisé	2
Première partie : L'Europe contre l'Europe	3
Deuxième partie : Guerres, victoires et défaites	4
Troisième partie : L'Europe à l'heure allemande	4
Quatrième partie : La guerre des cinq continents	4
Cinquième partie : La guerre totale	5
Sixième partie : Résistances et renaissances	5
Septième partie : Reconquêtes militaires et libérations	6
Huitième partie : 1945 : la quête d'un nouveau monde	6
Neuvième partie : La partie des Dix	7
Annexes	7
Les icônes utilisées dans cet ouvrage	7
Et maintenant, par où commencer?	8
 Première partie : L'Europe contre l'Europe	 9
 Chapitre 1 : La paix après la Grande Guerre	 11
Une guerre « issue » de la guerre?	11
Une guerre « issue » de la paix?	12
La « paix de Versailles » : sévère sans compromettre l'avenir de l'Allemagne	14
Le sentiment (exacerbé) d'être gratuitement humilié	14
La thèse (facile) d'être économiquement exploité	15
L'impression (cultivée) d'appartenir à une nation morcelée	16
Le rejet (nourri) des limitations de la souveraineté	16
 Chapitre 2 : L'Allemagne sur le chemin de la guerre... ..	 19
La crise de 1929 et la montée du nazisme	19
Le dernier gouvernement parlementaire de la République	21
La droite classique fait le jeu des extrêmes	22
Hitler chancelier d'Allemagne sans coup d'État	23
Un racisme de conquête au pouvoir	25
Le fond et la façade de la politique nazie	26
Le nazisme est d'abord un racisme	28

Chapitre 3 : ... et ceux qui sont attachés à la paix la laissent faire 31

Haro sur le Traité!	31
L'Italie fasciste contre l'Allemagne nazie?	32
Une césure capitale : le 7 mars 1936	34
La guerre d'Espagne	35
Naissance de « l'Axe »	36
Fin 1937 : Hitler annonce la guerre de conquête à l'Est	37
L'Autriche absorbée	37
La Tchécoslovaquie menacée	38
« Munich », apogée de l'apaisement et de la lâcheté	39
Le coup sur Prague et la fin de l'apaisement	40
Enfin des bornes à l'expansionnisme nazi	41

Chapitre 4 : Hitler donne la main à Staline 43

L'URSS et la politique occidentale	43
Staline veut éviter la foudre de la guerre	44
Apaisement et intérêts britanniques et français	44
Partout on discute les grandes alternatives	45
La ruée vers Moscou	46
Moscou entre l'option franco-britannique et l'option nazie	48
Le pacte et le protocole secret	49

Chapitre 5 : Comment l'Allemagne et les Allemands sont-ils entrés dans la guerre? 53

La mobilisation et la manipulation des esprits	53
Une armée « éducatrice »	54
Endoctriner les esprits	55
La mise au pas	55
La mobilisation matérielle	56
La guerre économique	56
Financer l'économie allemande par des conquêtes	57

Chapitre 6 : Comment la France et les Français sont-ils entrés dans la guerre? 59

Pourquoi la France est-elle entrée en guerre?	59
Raisons diplomatiques	60
Raisons géopolitiques	60
Raisons idéologiques	60
Comment la France est-elle entrée en guerre?	61
« Un honorable pied d'égalité »	61
La France bien placée pour une guerre économique	62
Défaitistes, les Français?	63
Un pacifisme tendancieux	63
Entre résolution et résignation	64
Un patriotisme lucide et déterminé	64

Accepter le risque de la guerre	65
L'extrême droite finit par se mobiliser	65

***Deuxième partie : Guerres, victoires et défaites* 67**

Chapitre 7 La Pologne, victime des deux « blocs » 69

La guerre germano-polonaise au sein du projet hitlérien	69
L'entrée en guerre : prétexte et mystification	70
Vers la défaite de la Pologne	71
L'entrée en guerre de l'URSS	73
Deux dictatures de proie dépècent un territoire	75
Un découpage ethnique	76
Une politique de terreur menée de concert par les Soviétiques et les nazis	77

Chapitre 8 : Guerre au nord 81

La guerre continue	81
L'ouragan de la guerre se déplace vers l'Europe scandinave	83
Le Goliath soviétique et le David finnois	85
Terreur soviétique sur Helsinki	85
La Finlande résiste	86
Britanniques et Français s'engagent aux côtés de la Finlande	87
Avril 1940 : le Danemark et la Norvège envahis	89

Chapitre 9 : Le « Cas jaune » : l'attaque éclair de la Hollande, de la Belgique et du Luxembourg 91

Vers un « nouveau plan » d'attaque	91
Vingt-neuf dates pour le jour « J » !	92
Aspirer et piéger les troupes franco-britanniques : un pari audacieux ...	93
La guerre germano-néerlandaise	93
L'Allemagne joue la surprise	94
90 tonnes de bombes sur Rotterdam	95
La guerre en Belgique et au Luxembourg	95
Le « coup de faucille »	97
La légende du Blitzkrieg	97
Les deux erreurs capitales des Français et des Anglais	98
L'énigme de Dunkerque	98

Chapitre 10 : L'effondrement de la France 103

« Drôle de guerre » ou « guerre fantôme »	103
La « vraie » guerre	104
Un changement de généralissimes qui ne change rien	105
Les Français en déroute, le gouvernement à la dérive	106
Inexplicable et « étrange » défaite ?	107

La faute à la Troisième République ?	108
Les vraies causes de la défaite	110
Chapitre 11 : L'Angleterre résiste seule	111
« Du sang, du labeur, de la sueur et des larmes »	112
L'Angleterre sera-t-elle détruite ?	113
Londres sous les bombes : le « Blitz »	114
Solitude intraitable de l'Angleterre	115
Roosevelt se décide à venir en aide à Churchill	116
<i>Troisième partie : L'Europe à l'heure allemande</i>	119
Chapitre 12 : Une Europe colonisée et vassalisée	121
Le mythe de « l'Europe nouvelle »	121
Les « idiots utiles » de la nouvelle Europe	122
La grande mystification	122
Incorporer et assimiler les « Volksdeutsche »	123
Rassembler le sang allemand	123
Alsaciens et Mosellans sous la coupe	124
Coloniser les pays vaincus	125
Les naziphiles aux commandes	125
Le statut hybride de la France	126
Politique de germanisation	127
Vassaliser des pays plus ou moins indépendants	127
Chapitre 13 : L'illusion tragique de la « Kollaboration » dans l'Europe hitlérienne	129
Triomphe de l'Europe antidémocratique et antinationale	129
Mépris des cultures nationales	130
Dépeçages territoriaux	130
Le paradoxe politique de la collaboration	131
Les collaborationnistes contre la politique de collaboration	132
Vichy : pas assez fasciste	132
Une politique de division	133
Les naziphiles « sans peuple » n'ont pas la faveur des occupants	134
Impopularité des leaders pronazis	134
Les extrémistes tenus en lisière	135
Hitler souhaite-t-il une Europe fasciste ?	136
Goebbels donne des leçons de modération !	136
Chapitre 14 : Le régime de Vichy ou la servitude volontaire	139
Le prestige anesthésiant du maréchal Pétain	139
Le sabordage « légal » de la République	141
Le mythe du « double jeu » de Pétain	142

La France, « province favorite » !	142
Le « sabre » et le « bouclier »	143
Une politique liberticide qui ne doit rien à l'occupant	143
Mise à mort de la République	144
Une politique d'exclusion	144
Une collaboration « sincère » revendiquée	145
Pétain renie les engagements de la France	145
La collaboration militaire : un risque de pré-belligérance	146
Laval : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne »	147
Chapitre 15 : Piller et produire : l'Occupation et l'économie de guerre ..	149
L'obsession de la pénurie	149
Économie de guerre	150
Création d'un « espace vital »	151
Des vaches à abattre ou des vaches à traire ?	152
L'horreur économique	153
L'ex-Pologne pillée	153
Une politique plus souple vis-à-vis des Pays-Bas	154
La France dans un nœud coulant	155
Le butin de guerre	155
Une économie planifiée	155
Marché noir	157
Chapitre 16 : La vie quotidienne en France et en Allemagne	159
Réfugiés, repliés, absents	159
Les femmes et la pénurie	160
Rationnement	161
Marché noir et système D	161
L'Allemagne veut préserver le « consommateur moyen »	162
Les joues roses des Allemands	163
La femme allemande protégée	164
La France coupée en deux	165
La culture et le moral des Allemands	166
Cinéma	166
Radio	167
Littérature	167
Créer, écrire, chercher, inventer en France	167
Littérature	168
Sciences	168
Jazz, cinéma, théâtre	169
Renouveau cinématographique	170
Les théâtres sont pleins	170
Chapitre 17 : Le racisme allemand et la persécution des juifs jusqu'en 1941	173
Une discrimination de plus en plus sévère	173

L'exclusion et la «souillure raciale»	175
Les pogromes de la «Nuit de cristal»	176
L'escalade de la violence	176
Le retranchement de la communauté	177
Les premières étapes de la «solution finale»	178
Les premières déportations	179
La «solution finale territoriale»	179

Quatrième partie : La guerre des cinq continents 181

Chapitre 18 : L'attaque de l'URSS 183

Barbarossa – la vraie guerre nationale-socialiste	183
Une décision solitaire	184
Préparer une nouvelle «guerre éclair»	185
La «Wehrmacht» fraie son chemin vers Moscou	186
L'aviation allemande frappe fort	187
La Grande-Bretagne se rapproche de l'URSS	187
673000 Soviétiques faits prisonniers	188
Sur la pente : les crimes de guerre à l'Est	188
Des «millions d'hommes vont périr de faim»	189
Une guerre d'annihilation idéologique et raciale	190
Staline paralysé	192

Chapitre 19 : Le Japon impérialiste et belliciste 193

Le Japon sur le chemin de l'impérialisme belliciste	193
La Chine en ligne de mire	195
Invasion de la Mandchourie	195
Une guerre pour «la renaissance de l'Asie de l'Est»?	196
Un fascisme à la japonaise	196
Nationalisme radical et guerrier	197
Une société sous contrôle	197
Les horreurs de la guerre contre la Chine	198
Profiter de la faiblesse de la France en Indochine	199
Ultimatum du Japon à la France	199
La France lâchée par les Anglais et les Américains	200
Faiblesse de la France	200
La France, première victime du Japon	201
La collaboration franco-nippone	202

Chapitre 20 : Le Japon oblige l'Amérique à entrer dans la guerre 205

Les Américains n'aideront pas la France contre le Japon	205
Roosevelt accuse le «Vichy French»	206
La France dénonce la passivité des Américains	207
L'étrange clémence des États-Unis vis-à-vis du Japon	207

Les Américains se réveillent	208
Jeu de poker menteur entre Japonais et Américains?	209
L'attaque surprise et foudroyante de Pearl Harbor	209
Un jour d'infamie pour les Américains	211
Les conquêtes japonaises et la stratégie du « jiu-jitsu »	212
Campagne de Birmanie	213
Une nouvelle technique de débarquement	213
De la Thaïlande aux îles Salomon	213
Supériorité militaire des Japonais	215
Chapitre 21 : La Méditerranée et l'Afrique en guerre	217
L'étincelle de la guerre saute en Afrique	217
Mers-el-Kébir	218
Une partie du continent africain se rallie à la France libre	218
La « neutralité malveillante » de l'Espagne	219
Rêveries impériales de l'Italie fasciste	221
L'Axe conquiert les Balkans	222
L'Italie fasciste rate son entrée en guerre	222
La Yougoslavie soumise	223
La Crète en feu	224
La guerre dans le désert africain	224
La révolte en Irak et la guerre au Levant	225
Offensive en Cyrénaïque	226
Les premiers revers italo-germaniques en Méditerranée	227
Chapitre 22 : Stalingrad : échec au rêve de domination continentale	229
Une première contre-attaque	229
Les troupes de l'Axe progressent en direction du Caucase	230
Problèmes de pétrole pour l'armée allemande	231
L'Armée rouge résiste sur les rives de la Volga	232
Stalingrad – le tournant de la guerre?	232
« Opération Uranus »	233
Janvier 1943 : début de l'offensive soviétique	233
La « guerre totale »	235
<i>Cinquième partie : La guerre totale</i>	<i>237</i>
Chapitre 23 : Exploitation totale : les économies de guerre 1942-1945 ..	239
La puissance des Alliés	239
L'économie de la « guerre totale » en Allemagne	240
Le continent exploité	242
Un véritable « plan de la faim »	243
La France fabrique pour l'Allemagne	245
Et les neutres?	245

La main-d'œuvre corvéable des camps	246
Volontaires, contraints, rafles : les travailleurs civils étrangers	248
La France et le Service du travail obligatoire	249
Chapitre 24 : Exclus, réfugiés, déportés	251
Européens réfugiés en Europe dès l'avant-guerre	251
L'accueil des « bannis »	252
Exil, exode, déplacements	253
Le « Lebensraum » : déportation à l'Est	254
Les premiers déportés de France	255
Chapitre 25 : L'extermination des juifs	257
La Shoah par balles	257
La mort est leur métier : les « Einsatzgruppen »	258
Les populations complices	259
Une intention annoncée	260
Les juifs doivent « payer »	260
Les Allemands savaient-ils ?	261
Le meurtre à échelle industrielle	261
Les juifs d'Allemagne « expulsés » à l'Est	262
La conférence de Wannsee	263
Auschwitz, camp de la mort	263
Un nouvel esclavage	263
L'usine de la mort ?	264
Belzec	265
Sobibor	266
Treblinka	267
Chapitre 26 : L'État français et le crime contre l'humanité	271
Les rafles et la déportation des juifs de France	271
Vichy organise la ségrégation légale	272
Des Français réagissent	273
Participation de l'État français au génocide	274
<i>Sixième partie : Résistances et renaissances</i>	<i>279</i>
Chapitre 27 : L'opposition au nazisme : en Allemagne aussi – mais surtout en Europe occupée	281
Qui est « résistant » ?	281
Comment devient-on résistant ?	282
La Résistance allemande	283
La résistance « de gauche »	284
La résistance « bourgeoise »	286
La résistance éthique	286

La résistance militaire	288
Attentats contre Hitler	289
Chapitre 28 : L'incroyable aventure de la France libre commence à Londres	291
De Gaulle, cet inconnu	292
L'homme du 18 Juin	292
La solitude extrême	293
L'appel du 18 Juin a-t-il existé?	293
«Ce n'est pas sans tourment que nous sommes demeurés à Londres»	295
Une entreprise illégale et illégitime	296
L'exil ou la fuite?	296
«Que dois-je faire? Et envers qui?»	297
La déraisonnable ambition de vouloir «assumer la France»	298
Dieu et la Patrie	298
Libération de la Patrie mais aussi libération de l'Homme	299
Chapitre 29 : Remettre la France et son empire au combat	301
L'Afrique du Nord a failli basculer	301
La reconquête par l'empire	303
Frémissements dans le Pacifique	303
L'Afrique équatoriale française bascule	304
«Ramasser le tronçon du glaive» : les FFL	305
Leclerc, héros gaullien	305
Koufra : le serment et la renaissance	306
Le gouverneur général d'Indochine vient prêter main-forte au Général	306
Un «5 étoiles» fait allégeance à un général de brigade	307
Le renfort d'un marin	307
Les forces aériennes	309
Chapitre 30 : La France «underground»	311
La résistance sans héroïsme : le renseignement	311
Les deux types de renseignement	312
L'action contre-informationnelle	313
Codeurs et courriers	315
Vichy sombre dans l'impopularité et le déshonneur	316
Jean Moulin, envoyé du général de Gaulle	317
Des résistances à la Résistance	318
Chapitre 31 : De Gaulle gagne de justesse : la bataille de la légitimité .	321
Les Américains : pour Pétain, contre de Gaulle	322
Les préjugés américains contre le gaullisme	322
De Gaulle fait des gestes en direction des États-Unis	323
Roosevelt veut «tenir à l'écart» de Gaulle du débarquement en Afrique du Nord	325

Les Américains jouent Darlan et Giraud contre de Gaulle	326
À Alger, le général Giraud, rival de De Gaulle	327
Giraud, un général populaire	328
La guerre des deux France	329
Chemins d'Espagne, chemins de liberté	329
Un seul combat pour une seule patrie?	330
Gaullisation et républicanisation des esprits	331
Un désir d'unité	331
Le retour de la République	332
De Gaulle élimine Giraud	332

Chapitre 32 : Une politique nouvelle pour la France de demain 335

De Gaulle « fait » de la politique	335
Le CNR, première crise politique de la Résistance	337
Les chefs de la Résistance s'opposent aux vieux partis politiques	338
Moulin, iconostase de la Résistance, mis en accusation	340
Emmanuel d'Astier de La Vigerie contre la fonctionnarisation de la Résistance	341
La Résistance est dépassée	341
Le sacrifice politique de la Résistance	342
La révolution est soluble dans la politique	343

Septième partie : Reconquêtes militaires et libérations 345

Chapitre 33 : La longue lutte pour libérer l'Italie 347

La « porte italienne »	347
Libérer la Sicile pour entrer en Europe	348
« Opération Husky »	349
La fin du premier fascisme	350
Mussolini destitué par le roi et le Conseil fasciste	351
Armistice italien et représailles allemandes	351
La République de Salò	352
Franchir la « ligne Gustav », la « ligne César » et la « ligne Gothique »	353
Monte Cassino	355
Des Brésiliens dans la bataille	356
Mussolini est pendu et l'Italie est libérée le 2 mai 1945	357

Chapitre 34 : L'Armée rouge à la reconquête de l'Europe orientale 359

La bataille légendaire de Koursk	359
Opération « Zitadelle »	360
Mythe et réalité	361
L'Armée rouge reprend définitivement l'initiative	362
Le « mur de l'Est »	363
Victoires de l'Armée rouge en Ukraine, mais à quel prix?	364
« Opération Bagration » en Biélorussie	365

Chapitre 35 : L'Europe libérée, mais soviétisée	369
Les riverains de la Baltique résistent aux Soviétiques	369
Finlande	370
L'Europe danubienne cueillie par l'URSS	371
Roumanie	371
Bulgarie	372
Hongrie	372
La fin du rêve polonais d'indépendance	373
L'insurrection de Varsovie et l'incroyable attitude des Soviétiques	374
« Le bluff le plus grand depuis Genghis Khan »	375
Chapitre 36 : L'Amérique débarque en France	377
Opération « Overlord »	377
« L'assaut vertical » pour préparer le deuxième front	378
La bataille des plages : de Ouistreham à Utah	379
Le calvaire de la bataille de Normandie	381
Acharnement des Allemands	383
Amère victoire ?	383
Opération « Anvil/Dragoon » en Provence	384
Un assaut foudroyant	385
De Toulon à Montélimar à grande vitesse	386
Libération de Lyon, capitale de la Résistance	387
Chapitre 37 : La libération militaire et politique de la France	389
D'une âme de « vainqueurs » à une âme de « conquérants »	389
La France existe-t-elle militairement pour les Alliés ?	391
La France existe-t-elle politiquement pour les Alliés ?	392
La Grande-Bretagne préférera « toujours le grand large » à la France	393
À Bayeux, de Gaulle affirme l'autorité de l'État malgré les Alliés	394
Paris libéré « par lui-même » et par des Blancs	395
Chapitre 38 : L'affront de la défaite ne sera lavé que sur le Rhin	399
La longue marche vers le Rhin	399
Strasbourg libérée : « Maintenant on peut crever ! »	400
Les Français auront-ils l'autorisation de porter la guerre en Allemagne ?	401
« Les roses de la gloire ne peuvent être sans épines »	403
Le chapeau tricolore flotte sur le nid d'aigle d'Hitler	404
Chapitre 39 : La fin du nazisme	407
Les Alliés entrent en Allemagne	407
La folie suicidaire d'Hitler	408
Échec de la plus grande opération aéroportée des Alliés	409
Hitler lance la sanglante contre-offensive des Ardennes	410
La bataille de la Rhénanie	411
L'Armée rouge conquiert la moitié orientale de l'Allemagne	413

La bataille de Berlin	416
La fin du régime nazi et le suicide d'Hitler	417
Chapitre 40 : La découverte des camps	419
Les premières informations	419
Le terrifiant secret	420
À Maly Trostenets, les SS tentent de supprimer les traces de leurs crimes	421
Majdanek : les Soviétiques découvrent la vérité sur les chambres à gaz	422
Des survivants à Chelmno et Auschwitz témoignent de l'horreur	422
À l'ouest, les Américains libèrent les camps et en appellent à l'opinion	423
Camp d'Ohrdruf	424
À Buchenwald, les déportés prennent le contrôle du camp	425
À Dora, les SS veulent faire disparaître les corps	426
Les détenus de Dachau accueillent leurs libérateurs américains	427
Les troupes britanniques et canadiennes libèrent Bergen-Belsen et Neuengamme	428
Les responsables SS des camps doivent rendre des comptes	429
Transformer des lieux de mort en lieux de mémoire et de justice	430
Chapitre 41 : Les Américains gagnent la bataille du Pacifique	433
La capitale du Japon frappée par l'aviation américaine	433
Les Américains se lancent dans la nouvelle guerre aéronavale	434
Moresby et Midway : le tabou de l'invincibilité nippone est brisé	436
Débarquement américain à Guadalcanal : la défaite de Pearl Harbor conjurée	436
Une nouvelle stratégie pour une guerre « inter-hémisphères »	437
L'invention de la « Task Force »	438
La « victoire par les airs »	438
La sanglante reconquête des îles	439
Lutte à mort	440
Des Philippines à Okinawa	441
Horreurs de la guerre et diabolisation	443
Massacres et arrachage de dents	443
Un phénomène inimaginable de « brutalisation »	444
 Huitième partie : 1945 : la quête d'un nouveau monde	 445
Chapitre 42 : Le recours à l'atome contre le Japon était-il nécessaire ?	447
L'archipel du Japon sous les bombes	447
Les Américains veulent en finir	448
La bombe préparée sous Roosevelt : « Manhattan project »	449
Une décision collective	450

Des avertissements au gouvernement japonais restés sans suite	451
Hiroshima et Nagasaki : « la mort et la ruine tombent du ciel »	452
La capitulation du Japon	454
Chapitre 43 : Le rêve des Nations unies rattrapé par Staline	455
La charte de l'Atlantique annonce-t-elle la domination anglo-saxonne?	455
Une Grande Alliance pour des « Nations unies »	457
Le « club des Trois » décide de l'Europe de demain	458
À Yalta, Staline rafle la mise	460
Les Alliés ont-ils trahi l'Europe?	461
Chapitre 44 : Nuremberg, le procès du nazisme	463
Une grande idée fait son chemin	463
Arrêter et réunir les grands inculpés	465
Les figures clés de l'État nazi	466
La mise en place du tribunal de Nuremberg	467
Les témoins accusent	468
Réaction des accusés	469
« La paix par le droit ? »	470
Chapitre 45 : La France dans le camp des vainqueurs	473
Le triomphe des valeurs républicaines	473
Consensus sur l'avènement d'un État social et d'une économie dirigée	474
Démocratie, efficacité, modernité	475
Discordances franco-françaises sur l'Allemagne et l'Europe	476
Un front gaullo-communiste pour une Europe antiallemande?	477
Retour aux fondamentaux de la géopolitique française	479
À Yalta, la France devient « allié-vainqueur »	480
Chapitre 46 : L'Allemagne occupée et « rééduquée »	483
Un « rideau de fer » est tombé sur l'Europe	483
Des milliers d'Allemands transférés de gré ou de force	484
Les Soviétiques en position de force	484
Occupation et dénazification	485
La politique de « démocratisation » : déjà deux Allemagnes?	489
La fin de l'après-guerre : de la division à la réunification	490
<i>Neuvième partie : La partie des Dix</i>	<i>493</i>
Chapitre 47 : Dix films sur la Seconde Guerre mondiale	495
« To be or not to be » (États-Unis, 1942)	496
« Apocalypse » (France, 2009)	497
« Le Chagrin et la Pitié » (France, 1971)	498
« Das Boot/Le Bateau » (Allemagne, 1981)	499

« L'Armée des ombres » (France, 1969)	500
« Le Pont de la rivière Kwaï » (Grande-Bretagne, 1957)	501
« Va et regarde » (Union soviétique, 1985)	503
« Sobibor, 14 octobre 1943, 16 heures » (France, 2001)	504
« Il faut sauver le soldat Ryan » (États-Unis, 1998)	505
« Rome, ville ouverte » (Italie, 1945)	506

Chapitre 48 : La Seconde Guerre mondiale en dix chansons 509

« Ça fait d'excellents Français ! » (1939)	510
« Katioucha » (1938)	510
« Maréchal, nous voilà ! » (1941)	511
« Lili Marleen » (1938-1942)	511
Le « Horst-Wessel-Lied » (1929)	512
« Nuit et brouillard » (1963)	513
« Blood on the Risers » (1942)	513
« Le Chant des partisans (Chant de la Libération) » (1943)	514
« Kadimah (En avant) » (1943)	514
« Fischia il vento (Le vent siffle) » (1943)	515

Chapitre 49 : Dix musées et mémoriaux à visiter 517

Le mont Valérien, mémorial de la France combattante (Suresnes, France) .	517
Oradour-sur-Glane (Limousin, France)	519
Mémorial et musée d'Auschwitz-Birkenau (Oswiecim, Pologne)	520
Hiroshima (Japon)	522
Carlton Gardens (Londres, Grande-Bretagne)	523
Churchill War Rooms (Londres)	524
Mémorial de Stalingrad (Volgograd, Russie)	526
Le camp des Milles (France)	527
Le Mémorial aux juifs assassinés d'Europe (Berlin, Allemagne)	528
Musée de l'Insurrection de Varsovie (Varsovie)	529

Annexes 531

Annexe A : Chronologie 533

Annexe B : Cartes 541

Annexe C : Pour aller plus loin 551

Quelques livres marquants sur la Seconde Guerre mondiale	551
Généralités	551
Allemagne	552
France	553
Génocide et captivités	554
Romans	555

Quelques documentaires DVD sur la Seconde Guerre mondiale	556
Quelques sites internet sur la Seconde Guerre mondiale	557

<i>Index des personnes</i>	559
---	------------

<i>Index des lieux</i>	567
-------------------------------------	------------

Introduction

Le passé n'est jamais passé. Sans même que nous en ayons toujours conscience, il fait partie de nous, de notre histoire, de nos valeurs. Ceci est encore plus vrai avec la Seconde Guerre mondiale. L'actualité de cet événement, qualifié parfois comme le plus énorme événement de l'humanité, n'a jamais été aussi vive.

Car la Seconde Guerre mondiale n'est pas un événement comme un autre. C'est aussi un *avènement*. Sur la condamnation de ce qu'a représenté le nazisme (le racisme meurtrier, la volonté d'hégémonie mondiale, la guerre totale, la dictature absolue) s'est édifié *a contrario* le système de valeurs qui forme notre horizon d'attente morale : droits de l'homme, refus du racisme, un ordre international fondé sur la liberté, la démocratie et le pluralisme. Ces valeurs sont « durables », précisément dans la mesure où elles représentent un idéal permanent mais toujours à construire, jamais acquis définitivement. C'est par elles que la France et l'Allemagne ont pu mettre un terme à des siècles de conflits et construire une Europe pacifiée et unifiée.

C'est pourquoi le souvenir même de cette catastrophe est devenu un « devoir de mémoire ». Ici, le message dépasse l'événement. Il est universel et toujours actuel. Cette guerre, blessure d'où l'Europe et nos nations d'aujourd'hui viennent, a toujours quelque chose à nous dire.

Mais cette obsession mémorielle, souvent instrumentalisée par le politique ou par des groupes sociaux animés par des soucis communautaristes, a tendance à constituer un *écran* entre l'événement et son histoire. La mémoire se substitue à l'histoire. Le politique à l'historien. La fidélité prend parfois le pas sur la vérité. L'affectif supplante la réflexion.

Il nous a semblé qu'il était temps et utile de dépasser cette invasion du commémoratif qui fige l'événement dans une interprétation moralisatrice et qui finit par mépriser l'histoire. Un retour à l'histoire de cette tragédie fondatrice qu'a été la Seconde Guerre mondiale s'imposait.

À propos de ce livre

Mais c'est une nouvelle approche qui est proposée ici. Habituellement, l'histoire de cette guerre européenne, puis mondiale, est écrite et enseignée à travers le prisme national. La France raconte sa guerre ; l'Allemagne raconte sa guerre. Quel Français sait par exemple que, pour les Allemands,

la « Grande Guerre » est non pas la Première Guerre mondiale (comme en France) mais la Seconde Guerre mondiale ? Pour l'Allemagne, les pertes militaires (en millions) s'élèvent à 1,8 pour la Première Guerre, et à 3,85 pour la Seconde Guerre, alors que l'ordre de grandeur est inverse pour la France : 1,38 pour la Première Guerre, contre 0,21 pour la Seconde. Quel Allemand peut vraiment saisir le phénomène de la Résistance française compte tenu de l'absence, si honteuse mais si confirmée, d'une opposition répandue au Führer charismatique jusque dans les derniers mois du régime ?

Notre parti pris est résolument européen : cette Seconde Guerre mondiale est écrite selon un point de vue franco-allemand. Bien que s'adressant à un public non spécialiste, les auteurs, qui sont aussi des chercheurs, ont eu le souci de mettre à la disposition de ce public les dernières avancées de l'historiographie.

Un double regard, français et allemand, qui essaie de dépasser l'ornière nationale pour prendre en compte la dimension véritablement mondiale de cette guerre. Une démarche délibérément chronologique qui vise à donner toute leur épaisseur aux événements, connus ou peu connus, et qui n'hésite pas à remettre en cause de nombreuses mystifications.

Les conventions utilisées dans ce livre

Chaque fois que nous utilisons des mots étrangers, nous les mettons en *italique*. Par exemple, *Anschluss* (annexion de l'Autriche en 1938).

Quand nous parlons d'un organisme ou d'une organisation politique pour la première fois, si, dans le langage courant, cet organisme ou cette organisation est désigné par un sigle (par exemple, FFI), nous donnons son nom complet à la première occurrence en le faisant suivre de l'abréviation entre parenthèses ; par la suite, nous l'écrivons normalement en utilisant simplement l'abréviation usuelle.

Comment ce livre est organisé

Cet ouvrage compte neuf parties, découpées en quarante-neuf chapitres. Il suit une démarche simple. La première partie examine les années où la guerre, déclenchée par l'Allemagne nazie le 1^{er} septembre 1939, a été préparée. La deuxième partie aborde la guerre elle-même. Ou plus précisément sa première période où l'Allemagne parvient à imposer sa domination sur le continent européen par une série de campagnes militaires rapides et victorieuses. Dans la troisième partie, nous proposons, dans une première « coupe transversale », une analyse de l'Europe – et tout particulièrement de la France – à l'heure allemande. Trois notions la

caractérisent : terreur, racisme, pillage. La quatrième partie renoue avec la chronologie de la guerre en présentant l'élargissement du conflit en guerre mondiale en Asie, en focalisant sur le Japon. La cinquième partie présente le monde à l'époque de la guerre totale, ce monde de la mobilisation à outrance et d'une violence inouïe dont en premier lieu le crime singulier de l'extermination des juifs par l'Allemagne nazie. La sixième partie se consacre aux Résistances – et en particulier à la Résistance en France – qui malgré la répression par les nazis tracent la voie vers un meilleur avenir. La septième partie revient à la guerre proprement dite en présentant les différents théâtres d'opérations. Cette troisième phase de la guerre, la phase des reconquêtes, est celle des batailles et des opérations militaires gigantesques. La huitième partie est consacrée à l'après-guerre. À ce monde (encore) divisé en vainqueurs et vaincus où les défis sont différents, mais tout aussi grands qu'à l'époque des combats. Enfin, ce livre se conclut, comme tous les livres « Pour les Nuls », par la « partie des Dix » et des annexes.

Première partie : L'Europe contre l'Europe

Cette première partie s'intéresse aux causes de la Seconde Guerre mondiale. Car si, en effet, la question des *responsabilités* est parfaitement claire – cette guerre a eu lieu parce que l'Allemagne nazie l'a déclenchée le 1^{er} septembre 1939 après y avoir tendu comme le fleuve vers la mer –, on n'a pas pourtant répondu à la question de ses *causes* plus profondes.

Chez les vainqueurs de la Première Guerre mondiale, les espoirs étaient immenses en 1918 : on parlait volontiers de la « der des der », de la dernière guerre que les hommes auront été assez fous pour se faire. Il faudra par conséquent voir comment ces vainqueurs, et en particulier les Français, non seulement optimistes mais puissants, ont échoué à consolider dans la durée cette paix si durement acquise. À la recherche d'une réponse, on verra que c'est en effet le grand mécontent de la paix de 1919, l'Allemagne, qui cherche immédiatement à remettre en cause l'ordre international issu de la guerre sous la forme des traités de paix de 1919 et de 1920. À l'époque de la République de Weimar, née elle-même à l'issue de la guerre, elle cherche à réviser dans le respect de la paix. Mais il n'en est plus de même dans les années trente. C'est bien tout d'abord l'Allemagne nationaliste, puis nationale-socialiste qui sape, puis mine et enfin détruit la paix en Europe.

Cela dit, on verra aussi qu'il y avait, chez les nations attachées à la paix, des peurs et des inconséquences dans la pensée et l'action qui, au lieu de rendre la paix plus solide comme ils avaient pu le penser, ont fini par la rendre moins sûre. Dès mars 1936, Hitler a détruit des parties si essentielles de l'édifice de la paix que les contemporains lucides se demandent s'ils ne vivent pas déjà dans un entre-deux-guerres ! Leurs soupçons deviennent certitude en 1939, avec la destruction, en mars, de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne nazie, et par la signature du Pacte germano-soviétique, en août. Dès lors, c'est la guerre.

Deuxième partie : Guerres, victoires et défaites

Cette partie aborde les campagnes – d’abord en Pologne, puis en Europe du Nord et enfin en Europe occidentale et en Europe du Sud-Est – par lesquelles l’Allemagne victorieuse parvient à établir sa domination. Pourquoi donc ce succès scandaleux de la violence ? Pourquoi cet effondrement de la France que tous avaient considérée comme la première puissance ? Et d’où vient que la Grande-Bretagne parvient à résister seule, elle qui fait maintenant figure, devant les côtes de l’Europe, de fief de la liberté occidentale face à un continent des dictatures, occupé ici et surtout par l’Allemagne nazie, là par l’Italie fasciste et ailleurs encore par l’URSS stalinienne ? Cette partie apporte des éléments de réponse à ces questions.

Troisième partie : L’Europe à l’heure allemande

La quatrième partie présente l’Europe occupée de 1940 ou de 1941. Des hommes qui, partant souvent de l’affirmation qu’un « réaliste » ne saurait nier la défaite, en viennent à défendre la « collaboration » avec l’Allemagne nazie. Certains, parmi eux, aperçoivent plus ou moins vite les réalités plus essentielles telles qu’elles sont immédiatement perçues par les premiers résistants : les régimes d’occupation de la « puissance tutélaire » servent surtout à entretenir l’appétit insatiable de sa machine de guerre et à drainer vers le « peuple de seigneurs » germanique les ressources de l’Europe. Vivre dans cette Europe à l’heure allemande signifie donc, pour beaucoup d’hommes, être exposés tous les jours à la pénurie, à la discrimination, à la persécution. Mais on verra aussi que la vie continue malgré tout.

Quatrième partie : La guerre des cinq continents

Cette partie s’intéresse au moment où la guerre devient véritablement mondiale, en 1941 : la première étape de la globalisation de la guerre est franchie en juin avec l’assaut, par l’Allemagne nazie, de l’URSS. Plus encore que ce projet déjà mégalomane, l’évolution en 1941 démontre à quel point les succès militaires précédents avaient obnubilé Hitler et les nazis au pouvoir : jugeant visiblement que leur puissance était devenue quasi illimitée, ils ne s’étaient pas bornés à maintenir la *Wehrmacht* en Afrique où ils l’avaient envoyée au printemps pour y combattre contre l’ennemi britannique une guerre périphérique à côté de l’allié italien. Le 11 décembre 1941, Hitler (qui,

pourtant, s'est enlisé devant la capitale soviétique) croit utile de déclarer la guerre aux États-Unis, forcés quatre jours auparavant par le Japon impérialiste à entrer dans la guerre du Pacifique. À partir de ce moment, c'est vraiment le monde qui se trouve embrasé.

La partie se termine par un chapitre consacré au point culminant de la puissance de l'Axe. À ce moment où la bataille qui reste la plus célèbre de toute la Seconde Guerre mondiale, la bataille de Stalingrad, inaugure une nouvelle phase du conflit : celle des reconquêtes et des libérations.

Cinquième partie : La guerre totale

Cette partie éclaire les aspects sociaux, économiques et culturels qui ont fait de la Seconde Guerre mondiale, plus encore que ne l'a déjà été la Première, une « guerre totale », « Totale » dans la mesure où les nations belligérantes se sont transformées pleinement, avec la mondialisation du conflit, en sociétés de guerre : il n'y a quasiment plus personne qui ne soit happé, d'une manière ou d'une autre, par cet énorme événement.

Les chapitres de cette partie traitent des deux phénomènes clés qui font avant tout cette réalité : la mobilisation, aussi compréhensive que possible, des hommes et des choses ; la violence inouïe qui se manifeste non seulement sur les champs de bataille, mais aussi à l'arrière et là, tout particulièrement, derrière les barbelés de ces « camps ». Un chapitre aborde le cauchemar de l'extermination des juifs par l'Allemagne nazie, commencé par l'exécution, par balles, de centaines de milliers d'êtres humains derrière le front en Europe centrale puis orientale, pour être continué par l'assassinat industrialisé à Auschwitz, à Sobibor, et ailleurs encore. Quelle a été la part prise par la France de Vichy dans ce crime ? Un dernier chapitre de cette partie répond à cette question cruciale.

Sixième partie : Résistances et renaissances

Les chapitres successifs de cette septième partie sont consacrés aux évolutions françaises, si complexes (et si cruciales pour la compréhension même de la France d'aujourd'hui), qui ont mené de la défaite de juin 1940, via l'épopée de la France libre, au conflit de légitimité opposant les deux généraux Giraud et de Gaulle pour incarner la Résistance et, au-delà, la France de demain. On verra pourquoi c'est finalement ce dernier qui en émerge victorieux, sauvant l'honneur de la France et lui permettant d'être à la table des vainqueurs.

Septième partie : Reconquêtes militaires et libérations

Cette septième partie revient sur la trame de la guerre proprement dite. Elle en présente l'histoire – la bien longue histoire puisqu'elle dure encore plus de deux années et demie – après le point de basculement de la puissance de l'Axe en Europe et en Asie. Après leur victoire en Afrique du Nord, les alliés occidentaux débarquent en Sicile au printemps 1943. Commence dès lors la dramatique épopée de la libération de l'Italie, où la *Wehrmacht* s'agrippe et livre aux alliés occidentaux (dont la France combattante) une guerre particulièrement dure qui ne s'achève que deux ans plus tard. Dans le même temps, l'Armée rouge progresse en Europe orientale, puis en Europe centrale au prix de lourdes pertes matérielles et surtout humaines.

Après le temps des premières reconquêtes, vient le temps des débarquements et des victoires décisives des Américains dans le Pacifique. À partir de l'été 1944, la France est libérée. Dès la fin de l'été et le début de l'automne, les armées américaines à l'ouest et les armées soviétiques à l'est ont rejoint les frontières de l'Allemagne. Commence dès lors la dernière phase de la guerre, huit mois des plus atroces en ce qui concerne la dureté des combats, mais aussi en ce qui concerne les découvertes macabres faites par les troupes victorieuses lors de leur progression : les camps d'extermination de Biélorussie, de Pologne et d'Allemagne, où les armées russes, américaines puis britanniques libèrent les déportés émaciés qui n'ont pas succombé à la barbarie nazie.

Huitième partie : 1945 : la quête d'un nouveau monde

Avec la capitulation de l'Allemagne nazie, le 8 mai 1945, la guerre est finie en Europe. Mais elle continue en Asie où les États-Unis combattent un Japon aux abois, mais toujours féroce. Cette partie est consacrée aux traits significatifs de l'après-guerre : la bombe atomique, larguée à Hiroshima le 6 et à Nagasaki le 9 août, qui inaugure l'âge atomique ; la création des Nations unies, en 1945, qui couronne la thèse, affirmée avec une ferveur particulière par Roosevelt, que le futur risque d'être sombre si l'on ne bâtit pas un nouvel ordre international ; enfin, l'ouverture du grand procès de Nuremberg, en 1945, qui résulte de la conviction que pour réussir l'avenir, il faut d'abord faire œuvre de justice et condamner les horreurs du passé.

Cette huitième partie se termine par deux chapitres consacrés aux après-guerres de la France, puis de l'Allemagne. On verra que, même aujourd'hui où l'après-guerre est définitivement clos, la mémoire de cette guerre reste un référent primordial pour nos identités politiques et morales.

Neuvième partie : La partie des Dix

Cette dernière partie porte plus encore que les parties précédentes la marque personnelle des auteurs de ce livre. Car choisir parmi l'inépuisable filmographie de la Seconde Guerre mondiale, choisir dix chansons « représentatives » de l'époque et dix mémoriaux relève de la gageure. On nous pardonnera donc nos oublis. Mais une chose est certaine : avec la disparition des derniers témoins oculaires, nous entrons définitivement dans une nouvelle époque, celle de la mémoire. Cette partie tient à démontrer sa variété (nationale, par exemple). Mais elle fait voir plus encore que cette mémoire dépend toujours des intérêts, des intentions et des influences du présent.

Annexes

Vous trouverez dans les annexes plusieurs outils qui peuvent vous aider à mieux vous orienter tout au long de la lecture de ce livre. D'abord, une chronologie vous aidera à replacer les informations dans le contexte plus large de la guerre. Des cartes pourront vous renseigner sur les théâtres de la guerre, dans le Pacifique ou en Europe de l'Est par exemple, dont la plupart d'entre nous sont sans doute peu familiers. Enfin, vous sera proposé un choix de livres, de DVD documentaires et de sites internet au sujet de la Seconde Guerre mondiale.

Les icônes utilisées dans cet ouvrage

Des icônes placées dans la marge tout au long de ce livre vous aideront à repérer en un clin d'œil le type d'informations proposées selon les passages du texte. Elles orientent votre lecture au gré de vos envies ou vous aident à revenir sur tel ou tel point précis ; en voici la liste :



Cette icône signale une histoire vraie, un fait d'arme..., une « petite histoire » en marge de la Grande.



La Seconde Guerre mondiale n'est pas à l'abri des controverses. Cette icône signale une idée reçue, une confusion possible, voire une conception totalement erronée.



Comme son nom l'indique, ce symbole indique une opération militaire, des combats.



Une date importante, un événement déterminant, un « tournant »...



Cette icône signale une information méconnue.



Un fait notable, un point particulièrement important... En un mot, ce symbole met « le doigt » sur ce que vous devez retenir.



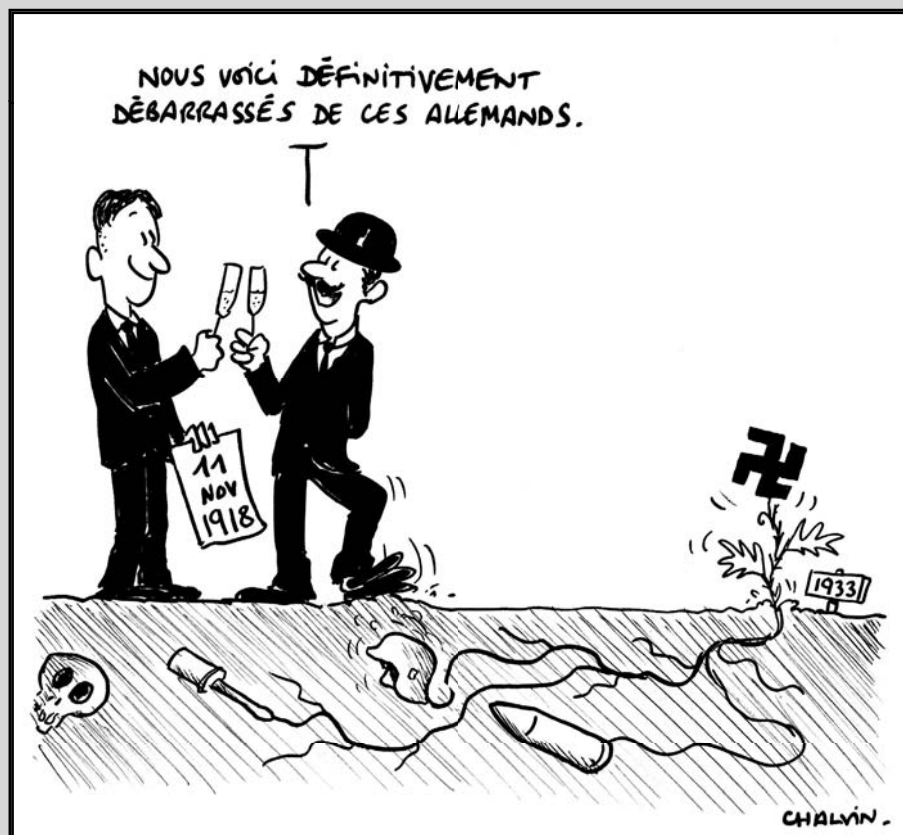
Cette icône signale des indications biographiques sur un acteur célèbre (ou non) de la guerre.

Et maintenant, par où commencer ?

Le lecteur est d'abord invité à lire *La Seconde Guerre mondiale pour les Nuls* en suivant le schéma proposé. Une fois équipé des connaissances nécessaires, il pourra aborder tel ou tel aspect de la guerre (la Shoah, les prisonniers de guerre, la Résistance, le Débarquement...) en le replaçant dans un contexte plus général. Le lecteur pressé ou intéressé par un aspect particulier trouvera toutefois dans le sommaire et l'index le moyen d'accéder directement à l'information recherchée. Vous pouvez donc naviguer au sein de ce livre à votre guise, en partant des chapitres qui vous intéressent particulièrement, pour ensuite les enrichir des informations nécessaires.

Première partie

L'Europe contre l'Europe



Dans cette partie...

Quand, le 11 novembre 1918, des coups de canon enfin réguliers annoncent à Paris la fin des combats, les Français éprouvés mais victorieux sont convaincus qu'ils en ont fini avec la guerre (et avec l'Allemagne) pour bien longtemps sinon pour toujours. Pourquoi la situation si favorable aux Alliés, et tout particulièrement à la France, s'est-elle tant détériorée ensuite et avec une telle rapidité? Comment une Allemagne défaite a-t-elle pu redevenir si belliciste et, par surcroît, si puissante qu'elle a pu établir par la violence son hégémonie sur l'Europe, avant de subir la défaite la plus totale de l'Histoire? Vous allez découvrir que la paix a été en effet *perdue*, en partie. Perdue par ceux-là mêmes qui avaient non seulement été, comme vainqueurs, les plus forts à l'issue de la Grande Guerre, mais aussi les plus pacifiques. Mais vous allez découvrir surtout que cette paix a été, pour une partie beaucoup plus grande, *détruite* par ceux – et en particulier par l'Allemagne – qui s'étaient considérés comme ses laissés-pour-compte.

En 1933, à Berlin, l'homme dénoncé à juste titre par ses adversaires comme « l'homme de la guerre » devient chancelier. Pour comprendre le retour de la guerre six ans plus tard, il faut donc savoir pourquoi cet homme, Adolf Hitler, a pu arriver au pouvoir. Et il faut aussi connaître le programme qu'il s'est proposé pour l'action. Car si le nazisme peut en effet être considéré comme une forme de fascisme, il en est une variante particulièrement radicale et guerrière : il est, avant toute autre chose, un racisme de conquête.

Chapitre 1

La paix après la Grande Guerre

Dans ce chapitre :

- ▶ La « mauvaise » paix de 1919-1920 : sévère pour les vaincus sans compromettre leur avenir
- ▶ La solution de facilité du côté des vaincus : refouler la défaite et accabler les traités
- ▶ La solution de facilité du côté des vainqueurs : faire payer, retourner aux alliances

On dit parfois que les deux guerres mondiales et la période de paix de vingt et un ans qu'elles encadrent formeraient ensemble une « seconde guerre de Trente Ans ». Faire ce parallèle est tentant, mais il induit en erreur : la comparaison suggère une unité d'époque et une relation de cause à effet qui n'ont pas existé.

Une guerre « issue » de la guerre ?



L'existence incontestable de parallèles *dans le déroulement* des deux guerres elles-mêmes – il y en a, on le verra, en ce qui concerne par exemple le « fanatisme d'extermination » ou encore le pillage de l'Europe orientale par l'Allemagne – ne suffit pas à expliquer la Seconde Guerre mondiale, et elle ne suffit surtout pas à expliquer *son avènement*. Il en est de même pour ce qui concerne la politique de l'époque de la paix après la Première Guerre mondiale. Il faut cependant connaître cette politique pour mesurer sa part dans le cheminement qui mène l'Europe de nouveau à la guerre. D'une part, il y a la politique (ou plutôt *les politiques*) des vainqueurs, unis par leur souci de rendre la paix de 1918 durable. On peut considérer que, à la lumière de cette grande ambition initiale, le fait même du retour de la guerre en 1939 ratifie leur échec.

D'autre part, il y a la politique (ou plutôt *les politiques*) des vaincus, et surtout celle de l'Allemagne. Cette dernière est immédiatement mécontente de la paix qu'elle signe en 1919. Devenue République en 1918, elle ne conçoit pas son action, au niveau des acteurs décisifs, comme une politique

guerrière. Cela dit, la République de Weimar mène bien une politique visant à modifier l'ordre issu de la guerre. Mais à la différence de la période hitlérienne, elle réclame de poursuivre son « révisionnisme » dans le respect de la paix. Pour ces révisionnistes allemands pacifiques, s'ils le sont restés jusqu'en 1939, le retour à la violence a également marqué leur échec.

Si l'on veut retracer le chemin qui va de la paix de 1918 à la guerre de 1939, il faut donc répondre à quatre questions successives :

1. Pourquoi d'abord existe-t-il, en Allemagne, ce fort mécontentement de l'ordre international, c'est-à-dire cette hostilité avec les traités de paix signés en 1919 et en 1920 ?
2. Pourquoi ensuite les vainqueurs de 1918, la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, pourtant si forts et si pacifiques, échouent-ils à consolider cette paix dans les années vingt, alors qu'ils trouvent en Allemagne des interlocuteurs sans doute mécontents avec l'ordre de 1919, mais qui partagent leur souci fondamental de la paix et de la démocratie ?
3. Pourquoi, en Allemagne, ces hommes certes mécontents mais hostiles à la guerre sont-ils remplacés par des révisionnistes toujours plus intransigeants et enfin par les nazis à l'évidence bellicistes ?
4. Pourquoi enfin les nations si attachées à la paix, comme la France et la Grande-Bretagne, échouent-elles dans les années trente à défendre cette paix à laquelle elles sont si attachées, au besoin par la force, alors qu'elles voient bien que leurs interlocuteurs outre-Rhin ne sont plus les sociaux-démocrates ou les libéraux des années vingt, mais des nationalistes puis des nationaux-socialistes qui prônent une politique de la violence ?

Une guerre « issue » de la paix ?

Le « révisionnisme » désigne communément la politique des vaincus qui tentent de remplacer l'ordre international tel qu'il est établi en 1919 et en 1920 par les divers traités de paix conclus entre les cinq vaincus et les vingt-sept vainqueurs. La notion s'applique en tout premier à l'Allemagne et sa politique étrangère qui est en effet essentiellement dirigée contre « son » traité de paix, le traité de Versailles signé le 28 juin 1919. La lutte contre ce que beaucoup d'Allemands appellent « le système de Versailles » constitue dès ce jour le grand thème d'un discours souvent violent – et vociféré à l'excès par l'extrême droite où, déjà, un certain fantassin inconnu, Adolf Hitler, affirme que c'est précisément le sentiment d'une défaite militaire et d'un règlement de paix ressentis comme profondément injustes qui l'aurait décidé à entrer dans l'arène politique.



L'Allemagne signataire de « son » traité de paix, il faut le savoir, n'est en effet déjà plus celle « à casque pointu », monarchique, de l'Empire qui a mené la guerre. Elle est une nation en transformation, en passe de devenir par la révolution de novembre 1918, la première République allemande, appelée « la République de Weimar ». Mais République ou non, les vainqueurs ont décidé de ne pas donner à l'Allemagne (et aux autres vaincus) le droit de participer, à Paris, à la conférence de la Paix où ils se réunissent à partir de janvier 1919. Ils ont de plus refusé aux représentants allemands de discuter le projet de traité qu'ils leur remettent début mai. D'où le terme de *Diktat* accolé immédiatement outre-Rhin à ces 440 articles contre lesquels se forme un front du refus quasi général.



Il faudra la menace d'une invasion militaire par les vainqueurs pour que l'Assemblée nationale allemande, siégeant à Weimar (d'où le nom de la « nouvelle Allemagne »), autorise enfin le ministre des Affaires étrangères, un social-démocrate, à apposer la signature au Traité. Le protocole allié a choisi à dessein comme lieu où se tiendrait la cérémonie la galerie des Glaces du château de Versailles, c'est-à-dire l'endroit même où, suite à la perte de la guerre de 1870-1871 par la France, le roi de Prusse avait pu être proclamé empereur de ce Reich allemand qui venait de s'écrouler dans la défaite et la révolution de 1918.

La *forme* que prennent ainsi en 1919 la remise des conditions tout comme la signature de la paix est, de fait, inhabituelle dans l'histoire de la diplomatie. Elles ont constitué une vexation délibérée de l'Allemagne que les vainqueurs ont estimée nécessaire après cette guerre qui avait été la plus cruelle de l'Histoire. De surcroît, le *fond* du Traité est sévère. La nation allemande – elle vient de sacrifier 1,8 million d'hommes au combat et compte 4,2 millions de blessés – perd un huitième de son territoire au profit d'États limitrophes. De ce fait, 10 % de sa population, 15 % de sa production agricole et 20 % de sa production minière et métallurgique lui sont enlevées. Par ailleurs, le Traité décrète la responsabilité exclusive de l'Allemagne et de ses alliés dans le déclenchement de la guerre. Et il exige que les responsables de « crimes de guerre », dont l'empereur (exilé aux Pays-Bas depuis la révolution allemande), doivent être jugés par une Cour internationale. Le Traité prévoit que l'Allemagne perdra ses colonies et qu'elle subira un désarmement radical et, *last but not least*, il ordonne à l'Allemagne de payer aux vainqueurs des réparations en espèces et en nature d'un montant tel que leur règlement prendra plusieurs décennies ! Ce n'est qu'en 2010 que ce contentieux sera apuré.

La « paix de Versailles » : sévère sans compromettre l'avenir de l'Allemagne

L'une des origines du bras de fer autour de l'ordre international de 1919-1920 doit être recherchée dans la manière dont la plupart des Allemands ont perçu leur défaite. Ils n'ont pas saisi qu'un échec aussi complet dans une guerre aussi cruelle devait avoir des conséquences lourdes. S'ils ne l'ont pas vu, c'est parce qu'ils n'ont pas saisi que leur pays était vraiment, dès le mois d'août 1918, au bout du rouleau. Au moment de la demande d'armistice, le front passe encore en Belgique et en France, et le bourrage de crâne fait croire à l'arrière jusqu'au bout que la victoire est toujours possible. La vérité (que beaucoup se refusent à regarder en face), c'est que l'armistice du 11 novembre 1918 a bien valeur de capitulation. Aussi, en se bornant à considérer la carte à la fin des combats, bon nombre d'Allemands préfèrent se bercer au son doux d'un double mensonge : leur pays et ses alliés auraient été « invaincus sur le champ de bataille » et la défaite aurait été l'œuvre funeste de la Révolution à l'arrière.

Nourris ainsi d'illusions, refoulant la défaite, de nombreux Allemands pensent qu'il faut renouer immédiatement avec une politique offensive. Une politique qui ne pourra que provoquer les plus lourds conflits avec les nations que leur pays vient tout juste de combattre. Il y a, bien entendu, des désaccords profonds sur la manière de faire, sur la méthode, sur la vitesse, sur l'objet de l'effort. Mais il existe un quasi-consensus quant à la nécessité du « révisionnisme », c'est-à-dire la révision, la renégociation des traités. Celui-ci devient donc le cœur de la politique allemande dès la signature du Traité, même chez les républicains, même sur leur aile gauche sociale-démocrate. Ceux qui regrettent, après coup, que l'Allemagne n'ait pas pratiqué dès 1919 (comme cela a été le cas après 1945) la grande politique alternative, celle qui aurait opté pour la sécurité collective en renonçant à corriger désespérément les résultats de la guerre, doivent admettre que cela aurait demandé au préalable un immense effort d'éducation politique.

Le sentiment (exacerbé) d'être gratuitement humilié

Ainsi l'Allemagne, y compris l'Allemagne officielle, dépense une énergie énorme, obsessionnelle, à déprécier la thèse contenue selon eux dans le célèbre paragraphe 231 du traité de Versailles qui est considéré de tous comme le plus humiliant. En fait, les rédacteurs du Traité n'ont nullement soupçonné que ce paragraphe déclencherait un tel tollé. Son but avait été, de manière assez prosaïque, de fournir une base juridique sur laquelle pouvait être construit en bonne et due forme l'édifice compliqué des réparations à payer.

La clause du traité de Versailles qui accuse

« Les Gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les

dommages subis par les Gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés. »

Les Allemands sont bien rares qui, en 1919, consentiraient à dire que leur pays serait le « responsable » de l'avènement de la guerre en 1914, et plus rares encore sont ceux qui parleraient volontiers à ce propos d'une « culpabilité » de l'Allemagne. Culpabilité que le fameux paragraphe 231 ne formule d'ailleurs pas, et qu'il ne formule surtout pas comme « culpabilité seule et unique de l'Allemagne », comme l'affirme furieusement la droite nationaliste afin de mieux rameuter la population contre « Versailles ». En fait, la droite souhaite faire de la lutte contre ce qu'elle appelle le « mensonge de la culpabilité » le levier qui lui permettrait de disloquer, avec le Traité, la République qu'elle déteste. Elle refuse de regarder en face l'âpre vérité, celle de la chute vertigineuse de l'Allemagne qui va de son insolence de 1914 à son impuissance de 1919.

La thèse (facile) d'être économiquement exploité

Mis à part la question de l'amour-propre, l'hostilité à l'égard du « paragraphe sur la culpabilité de guerre » de l'Allemagne sert à mettre radicalement en question les réparations à payer par le vaincu aux vainqueurs. Car la lutte contre ces réparations devient rapidement le but principal du révisionnisme allemand. Le Traité avait stipulé qu'une commission devra évaluer le montant total des réparations à payer par l'Allemagne, fixera les délais de paiement et déterminera la répartition parmi les vainqueurs. Une conférence en juin 1920 énonce le chiffre de 269 milliards de marks-or à payer en quarante-deux annuités, montant réévalué aussitôt et fixé enfin en avril 1921 à 132 milliards de marks-or. Une somme qui semble toujours faramineuse.

Quoi qu'il en soit, la taille même du chiffre incite les Allemands à mettre immédiatement au compte des « réparations » tous les maux financiers et économiques qu'ils vont dès lors rencontrer, sans plus croire nécessaire une véritable analyse des causes (qui sont autres) et sans plus daigner regarder de plus près les sommes véritablement transférées (qui sont plus petites que celles exigées). Le premier mal est l'effondrement de la monnaie allemande, si total en 1923 qu'il provoque une grave crise sociale. Le second est la grande crise économique de 1929 qui heurte l'Allemagne plus durement que

les autres grandes nations industrielles de l'Europe. Le discours de la nation saignée à blanc par les réparations n'a donc été qu'un discours de la facilité. Mais il a accredité la thèse selon laquelle « l'étranger » souhaite le malheur de l'Allemagne.

L'impression (cultivée) d'appartenir à une nation morcelée

L'autre source de ressentiment concerne le nouveau tracé des frontières. Parmi les modifications apportées à la carte politique de l'Europe lors de la révolution territoriale qui résulte de la défaite des trois Empires allemand, austro-hongrois et ottoman, mais aussi de la Russie tsariste en 1918, la nouvelle frontière franco-allemande (qui fait suite au retour immédiat à la France des trois départements alsaciens et lorrain) est la mieux acceptée outre-Rhin. Il n'en est pas de même pour sa frontière avec la Pologne qui compte en 1921 toujours environ sept cent mille germanophones.

Sont également contestées les frontières créées à la suite de la disparition de l'Empire austro-hongrois. Plusieurs millions de germanophones autrefois gouvernés par Vienne deviennent en effet citoyens des « États successeurs » de la monarchie austro-hongroise : de la nouvelle République tchécoslovaque, de la Pologne restaurée, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Serbie, de la Yougoslavie ou de l'Italie qui se voient agrandies. De plus, le traité de Paix avec Vienne interdit le rattachement de l'Autriche, réduite à la portion congrue, à sa grande voisine germanique, ce que souhaitait alors une large majorité des deux côtés de la frontière germano-autrichienne par conviction que la petite République alpine de six millions d'hommes créée à la conférence de Paris ne serait pas apte à survivre.

Le rejet (nourri) des limitations de la souveraineté

Pour la nation allemande imprégnée si fortement, si caricaturalement même par le militarisme – les garçons arborent l'uniforme de la marine nationale le dimanche ; l'horreur des jeunes hommes est d'être réformés pour myopie du service militaire –, les stipulations de « Versailles » sur son désarmement constituent une blessure d'amour-propre si profonde qu'elle revient à une crise d'identité. On accepte qu'on devra livrer son matériel de guerre. Mais on tolère beaucoup plus difficilement l'interdiction d'avoir une armée de l'air ou des tanks. Et il y a plus grave encore : on impose à Berlin de se contenter d'une armée professionnelle de cent mille soldats et d'une marine minuscule. Ces mesures seront surveillées par une commission interalliée qui aura le droit d'enquêter librement sur le territoire de l'Allemagne.

C'est peut-être parce que ce désarmement est présenté par le Traité comme une première étape vers le désarmement de toutes les nations que ces limitations de souveraineté semblent un brin moins graves que deux stipulations jugées comme totalement inacceptables. D'une part, l'Allemagne devra accepter une large zone démilitarisée face à ses quatre voisins occidentaux dont la France, ce « glacis » d'opérations devant permettre aux alliés une sanction militaire rapide en cas de comportement jugé irrecevable. D'autre part, l'Allemagne devra accepter que soient créées sur une partie de ce territoire démilitarisé trois zones d'occupation militaire aussi grandes que l'Alsace et la Franche-Comté réunies. Trois zones qui seront évacuées ou conservées par les Alliés durant la quinzaine d'années à venir, au vu du comportement de l'Allemagne, c'est-à-dire selon sa volonté de collaborer ou non à l'exécution du Traité. C'est en fait cette présence de militaires étrangers sur son sol qui est ressentie par l'Allemagne comme l'humiliation suprême qu'elle veut par conséquent voir cesser dans un avenir aussi proche que possible.



Si ses stipulations sont dures, la paix de Versailles ne met pas pour autant en question les structures de la société allemande et elle préserve par conséquent sa capacité à se régénérer. On peut même considérer que comparée aux exigences de départ, cette Paix constitue un compromis réussi. Non pas entre vainqueurs et vaincus, mais entre alliés et surtout entre les gouvernants et leurs peuples qui, au sortir de l'horreur de la guerre, formulent des attentes toujours plus élevées. « Versailles » préserve par exemple l'unité de l'Allemagne, contrairement à ce qu'auraient souhaité beaucoup de Français. Bref, une politique étrangère « dans le respect du Traité » est possible du côté de l'Allemagne. C'est dire que la Seconde Guerre mondiale n'est pas plus issue de *la paix* de 1919 que de *la guerre* de 1914. L'autre raison – celle qui se situe sur le plan de la politique intérieure de l'Allemagne – est le fait que « Versailles » n'a été ni le facteur matériel, ni le facteur psychologique *déterminant* de la montée du nazisme.

La perspective reste ouverte à l'Allemagne de rejoindre, sous condition de faire preuve de patience, de tact et en particulier de compréhension pour les inquiétudes de la France, le peloton de tête des nations. Mais la masse des Allemands pense le contraire. Ils affirment dès 1919 que leur pays doit non pas exécuter mais miner un traité perçu comme une immense injustice.

Chapitre 2

L'Allemagne sur le chemin de la guerre...

Dans ce chapitre :

- ▶ Le parti nazi et sa montée foudroyante dans le contexte de la « grande crise » de 1929
- ▶ La droite classique devient le fossoyeur de la République
- ▶ Nazisme et fascisme
- ▶ Un racisme de conquête au pouvoir

L'Allemagne, si elle reconnaît sa frontière Ouest, s'oppose à sa frontière Est et poursuit sa campagne révisionniste. Stresemann, homme d'État opposé à la violence, figure de la République de Weimar, reste national-allemand jusqu'à la moelle de ses os. La France s'engage pour endiguer le penchant de l'Allemagne à réunir ses minorités et à accroître son territoire. Certains vont jusqu'à penser qu'à la lumière de ces données fondamentales, Hitler ou pas, l'explosion de l'ordre international de 1919-1920 aurait eu lieu. Ces spéculations deviennent superflues dès le moment où l'homme accède au pouvoir qui, en effet, « signifie la guerre » comme le dit alors la gauche en Allemagne. Il faut l'affirmer clairement : sans la crise économique et sociale de 1929, l'homme de la guerre, Adolf Hitler, n'aurait pas remporté les succès électoraux qui l'ont amené, étape par étape, au cœur du pouvoir. Et c'est pourquoi il faut brièvement jeter une lumière dans ce livre consacré à la guerre de 1939 sur la crise qui commence aux États-Unis en 1929.

La crise de 1929 et la montée du nazisme

Le fait que la guerre constitue bien le pivot du programme hitlérien ressort d'une manière très nette dans les années vingt, alors que le parti nazi est encore minuscule. Après 1930, quand il songe à devenir le parti le plus fort par la voie électorale, cette agressivité originale n'est plus de mise. Hitler sait

bien qu'il y a chez les Allemands, comme chez toutes les nations qui avaient combattu en 1914, une grande lassitude à l'égard de la guerre. En même temps, la volonté de réviser «Versailles», au besoin par la violence, est si répandue outre-Rhin qu'elle tend à devenir *le* lien qui subsiste encore entre les hommes d'une nation éclatée par la crise. Et le démagogue Hitler joue magistralement sur ce fait dans les nombreuses campagnes électorales qui ont lieu dans le contexte de la «grande crise» où son parti se dilate comme une éponge jetée à l'eau.



Or, il faut le dire tout de suite : les succès électoraux ne suffisent pas à expliquer l'accession au pouvoir d'Hitler, le 30 janvier 1933. Car – et on le sait trop peu – le parti d'Hitler, le NSDAP, n'a jamais obtenu plus que 37,4 % des voix dans des élections libres ! Il faut donc bien accorder toute l'attention nécessaire à la crise de 1929 comme *condition économique et sociale* préalable à la montée du nazisme. Mais il faut ensuite aller plus loin et préciser les *conditions politiques* sans lesquelles il n'y aurait pas eu ce qu'on appelle souvent à tort la «prise de pouvoir», l'accession d'Hitler au poste de chancelier puis la mutation subite de son gouvernement en dictature.



Répetons-le : il faut savoir pourquoi Hitler a pu devenir dictateur parce que, sans lui et son parti, il n'y aurait très probablement pas eu de Seconde Guerre mondiale. Ou plus précisément et plus prudemment : il n'y aurait pas eu la guerre dans les dimensions qu'elle a connues.



Aujourd'hui, on voit souvent dans l'Allemagne de Weimar une sorte de grande puissance culturelle dont les chefs-d'œuvre semblent comme intemporels : les bâtiments de Walter Gropius, les romans de Thomas Mann, le théâtre de Bertolt Brecht, l'ameublement de Marcel Breuer, les tableaux de Franz Marc, les films de Georg Wilhelm Pabst suffisent pour évoquer ce qui fut, en effet, une grande époque. Mais ce qui semble aujourd'hui éternel a été conçu dans un temps tout fragile. Quand l'Allemagne sort fin 1923 de l'instabilité de la période d'après-guerre, elle reste un pays faible. Non seulement par rapport aux grandes nations victorieuses, mais encore par rapport à ce qu'elle avait été elle-même, avant 1914. Elle n'a jamais retrouvé ses taux de croissance du passé ; elle n'a plus atteint ni le volume de sa production industrielle, ni le volume de son exportation ; la balance de ses paiements eût toujours été négative si elle n'avait pas profité d'un flux de crédits étrangers. C'est donc un pays fragile qui est frappé de plein fouet par la grande crise qui vient, depuis le «vendredi noir» d'octobre 1929, des États-Unis.

Au plus fort de la crise en 1932, le PIB n'atteint plus que 50 % environ de sa valeur de 1913 ! Il y a six millions de chômeurs dont beaucoup, en fin de droits, tombent dans la misère absolue. Les prix agricoles chutent de 36 %, ce qui provoque une détresse effrayante des populations rurales : en effet, ce sont les paysans qui votent les premiers en masse pour Hitler. Leur emboîtent le pas les classes moyennes indépendantes qui trouvent séduisant le programme nazi, à la fois antimarxiste et anticapitaliste. Mais il y a aussi

parmi les électeurs d'Hitler, dès le début, des employés, des fonctionnaires et des bourgeois. Et il y a bien des ouvriers – relativement peu, mais plus qu'on n'a voulu le croire longtemps. Le seul grand groupe qui résiste, au début, est celui des catholiques du sud et de l'ouest de l'Allemagne.



À partir de 1929, toutes les formations non socialistes ou non catholiques se vident de leur substance, à tel point qu'il faut bientôt chercher à la loupe les partis libéraux qui avaient joué les premiers rôles dans la République à ses origines. Le centre ainsi éventré, le système politique ne peut plus fonctionner. Les gouvernements mènent dès lors leur politique en recourant aux décrets. Voici que la République glisse vers un autre régime, déjà autoritaire.

Les succès du nazisme s'expliquent, en effet, aussi par l'incapacité des partis et des hommes politiques traditionnels dans leur gestion de la crise. Car, lorsque Hitler accède au pouvoir, le 30 janvier 1933, les courbes des indicateurs économiques sont en train de remonter en Allemagne depuis plusieurs mois ! C'est en février 1932 que le chômage a atteint son taux record ; le PIB progresse depuis juillet. Contrairement aux Français, les Allemands ont depuis lors traversé le moment le plus grave de la crise. Mais il y a outre-Rhin une incapacité des élites non seulement à communiquer sur leur politique anticrise, mais aussi à communiquer sur les succès.

Le dernier gouvernement parlementaire de la République



Avec la dégradation rapide de la situation économique et des finances publiques à partir de 1930, les appels du patronat allemand (depuis les petits commerçants jusqu'aux plus gros industriels) deviennent toujours plus pressants. Les patrons ne se bornent plus seulement à exiger une politique budgétaire restrictive. Ils souhaitent en finir une bonne fois pour toutes avec « le système » (la République sous influence d'une gauche forte) qui avait rendu possibles ces largesses excessives. Et voilà que tombe, le 27 mars 1930, le cabinet du chancelier social-démocrate Hermann Müller qui avait gouverné depuis deux ans sur la base d'une majorité large de grande coalition allant des sociaux-démocrates à gauche aux libéraux à droite (où se trouvent des représentants influents du patronat au *Reichstag*). Au sein de la majorité, on n'arrive plus à se mettre d'accord sur la meilleure manière d'adapter l'assurance chômage aux défis posés par la crise. Ce cabinet aura été le dernier gouvernement *parlementaire* de la République.

Le conservateur Heinrich Brüning devient chancelier, résolu à lutter contre la Crise par une déflation budgétaire rigoureuse. Il ne trouve plus de majorité au *Reichstag*, mais use à fond de la possibilité de gouverner avec le recours aux décrets présidentiels. Et de gouverner ainsi à la fois contre la gauche *et* la

droite extrémiste. C'est pourquoi le nouveau chancelier est non pas soutenu mais « toléré » par le parti qui reste, encore, le plus fort : il fallait beaucoup de courage aux sociaux-démocrates pour avaler les couleuvres de Brüning – la baisse des traitements, des salaires et des allocations de chômage. Mais l'enjeu est désormais la survie de la République. Il est vrai que le Parlement est affaibli, mais pas mis à sac : le *Reichstag* conserve le pouvoir de décider, après coup, de la légalité des décrets.



En août 1930 cependant, Brüning fait dissoudre le *Reichstag* afin de mieux être en mesure – croit-il – de mener son programme anticrise. C'est une grave erreur de calcul, parce que les élections du 14 septembre apportent un raz-de-marée en faveur des extrêmes, de gauche (le parti communiste qui avait 54 sièges en obtient 77 sur les 577 à pourvoir) et surtout de droite (le parti nazi qui avait 12 sièges seulement en obtient 107 mais reste moins fort que les sociaux-démocrates avec 143 sièges). Brüning arrive à se maintenir au pouvoir. Mais la population se radicalise davantage dans un contexte économique dramatique. Au printemps 1932, alors que l'Allemagne se trouve au plus profond de la crise, a lieu l'élection présidentielle. L'ambiance est à un cheveu de la guerre civile. Au deuxième tour, le 10 avril, s'affrontent le président sortant, le maréchal Hindenburg – soutenu, signe des temps, par tous les partis « républicains » –, le candidat du parti communiste et le candidat du parti nazi, Adolf Hitler.



Mais Hitler est devancé – et non pas d'une courte tête, mais par six millions de voix ! Et ce n'est pas tout. La violence répandue par les nationaux-socialistes contre leurs opposants a été telle que Brüning interdit le 23 avril les formations paramilitaires nazies, les SA (*Sturmabteilung* – division d'assaut) et les SS (*Schutzstaffel* – escadron de protection). Est-ce un sursaut de la République ?

La droite classique fait le jeu des extrêmes

Pas vraiment parce que cette victoire est de courte durée. Quelques semaines plus tard, Hindenburg cède à son propre penchant et aux conseils de son entourage qui n'est pas républicain, mais composé de réactionnaires (de ces grands terriens originaires, comme le vieux président lui-même, des provinces agraires de l'Allemagne orientale). Hindenburg, lui, trouve très peu convenable le fait qu'il doive sa réélection à des voix de gauche, et très gênant aussi que « son » chancelier Brüning doive, ici et là, donner des gages aux sociaux-démocrates pour qu'ils continuent à le tolérer au pouvoir. C'est pourquoi le président tâche de signaler sa fidélité à son propre camp.

Sans doute Hindenburg trouve-t-il ces hitlériens inquiétants ! Mais ne sont-ils pas, tout de même, de bons « nationaux » ? Le président se sépare donc, sans qu'il y ait eu nécessité, du chancelier Brüning et le remplace le 1^{er} juin 1932 par un personnage qui se situe beaucoup plus à droite : l'ex-diplomate Franz